



Dialogue politique inter togolais
Un facilitateur... et quoi encore ? P 3

Le dialogue a décollé
Les retardataires peuvent encore rattraper le vol P 2

LE LIBÉRAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 089 mercredi 12 septembre 2012 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

La sœur du facilitateur

A force de chercher, les membres du CST ont fini par trouver un nouveau préalable à accrocher au long fil à linge sur lequel sèchent leurs revendications. Il faut à tout prix un facilitateur. Si cette nouvelle exigence avait été accompagnée d'un zest de bonne foi alors on l'aurait examinée avec bonne volonté sur la table ronde des discussions.

Mais avec le temps qui passe, indifférent aux calculs des politiciens togolais, l'histoire du facilitateur pourrait renvoyer habilement le dialogue et les législatives aux calendes grecques puisqu'il faut l'identifier, le convaincre d'accepter la mission et le faire accepter par tous les partis avant de commencer les discussions. Les dieux du dilatoire seraient largement servis.

Le grand drame c'est qu'une fois ces conditions réunies, le CST fidèle à lui-même pourra alors exiger en sus du facilitateur, que la sœur du facilitateur vienne elle aussi à Lomé pour épicer le défilé des femmes en tenue d'Eve dans les rues de Lomé et agrémenter le concert des casseroles autour de midi. Sacré dialogue politique! ■

La Rédaction



BODJONA inculpé par le doyen des juges d'instruction et écroué à la gendarmerie

P 3

Tentative de politisation de l'affaire Agba Bertin
Le gouvernement invité à s'expliquer devant le groupe de travail international sur la détention arbitraire P 3

SOS les braqueurs reprennent du service
De la nécessité de réactiver l'opération araignée P 4

Civisme Carton rouge à l'exploitation abusive des enfants pendant les vacances P 2

Le dialogue a décollé Les retardataires peuvent encore rattraper le vol

Les partis favorables au dialogue doivent en principe se retrouver vendredi prochain à la primature pour la suite des discussions engagées lundi dernier. Au total, cinq partis politiques et deux organisations de la société civile ont répondu favorablement à l'invitation du Premier Ministre sur les onze invitations envoyées. Les grands absents à ce dialogue restent sans nul doute le CAR, l'ANC et OBUTS. Ces partis conditionnent leur participation aux discussions par la réalisation d'un certain nombre de préalables à savoir : le respect du droit de manifestation, la rétrocession du matériel de sonorisation saisi lors des manifs du 12 juin par les forces de l'ordre, l'application des recommandations du rapport de la CNDH et de la CVJR, on parle aussi du retour des neuf députés exclus de l'Assemblée Nationale.

Il faut dire que même si beaucoup restent à faire, certaines préoccupations



Le PM AHOOMEY-ZUNU

contenues dans ces préalables connaissent un début d'exécution notamment la mise en œuvre des rapports de la CNDH et de la CVJR. La liberté de manifester est une réalité au Togo et les manifestations du 1er septembre dernier organisées dans les rues de Lomé par le collectif des jeunes de l'UNIR d'une part et le FRAC d'autres parts, prouvent que les manifestations de rue sont libres quand elles ne présentent pas de danger pour les populations. Même si la réalisation de certains préalables paraît utopique notamment la réintégration des députés démissionnaires selon le gouvernement et exclus selon l'ANC, le pouvoir en place considère qu'il n'y a pas de sujets tabous au dialogue qui vient de s'ouvrir, et que les

préalables brandis par le Collectif Sauvons le Togo peuvent être versés aux discussions. « L'agenda du dialogue est totalement ouvert. Ces préalables ou conditions, appelez-les comme vous voulez, peuvent être discutés autour de la table » a confié à nos confrères du site republicoftogo.com, Gilbert Bawara le Ministre de l'administration territoriale. Pour ce qui est du dialogue, les absents ont toutes les chances de prendre leur place autour de la table de discussions dans les jours à venir pour exprimer leurs préoccupations. Au regard des points inscrits à l'ordre du jour du dialogue, les dubitatifs ont encore l'occasion de prendre le train du dialogue déjà en marche, et éviter surtout de rater ce rendez vous de l'histoire de notre pays. De ce dialogue, découleront les réformes constitutionnelles et institutionnelles et surtout l'organisation des futures législatives. ■

PF

Civisme carton rouge à l'exploitation abusive des enfants pendant les vacances

Décrié pendant longtemps par les associations, et la communauté toute entière, le travail des enfants hélas demeure. Les vacances sont des moments de profusion de ce phénomène qui prend de l'ampleur au fil des années. Ainsi il est courant de voir des mineurs vaquer à des occupations non puériles mais des adultes ; responsabilité qui émane d'ailleurs des parents qui veulent à tout prix combler le manque à gagner. Le plus souvent les enfants sont envoyés à des destinations qui leurs sont inconnues pour travailler. Selon une enquête menée, des enfants ont témoigné être victimes de certaines corvées et tâches très lourdes. De ce comportement découlent également des conséquences négatives. Ainsi il n'est pas exclu de voir des enfants égarés du chemin de retour, des enfants malades après une longue journée de



dur travail ou même de marche ensoleillée et pire encore des sévices... Bref les conséquences sont fâcheuses bien aux parents et plus encore à l'Etat si certains de ces enfants venaient à perdre la vie dans cette épreuve. Les enfants c'est l'avenir d'une nation et nul n'est sensé l'ignorer. Il est important que les parents prennent conscience des dangers auxquels sont exposés leurs enfants. Plutôt que de violer leur droit en les voyant courir des imprudences, il serait tant de les protéger comme l'auraient fait de bons parents. ■

Charles. Keyewa

Micro à l'Envers

Les confrères se prononcent sur l'actualité

Sujet de la semaine: « Selon vous le dialogue politique inter togolais nécessite -t- il la présence d'un médiateur ou facilitateur ? »

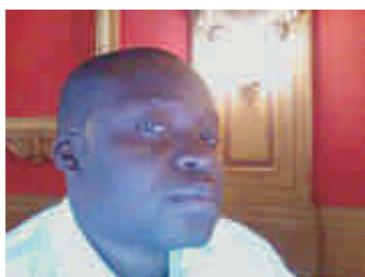
David BAINI, journaliste togosite.com



Avant de justifier la nécessité d'un médiateur dans la crise togolaise, il faut d'abord peser le degré de volonté des acteurs politiques de notre pays à aller vers un dialogue franc et sincère pour sauver le Togo de cette crise. Tous se rejettent la responsabilité du manque d'ouverture à ces dialogues, même si le gouvernement de Ahoomey-zunu semble tendre la

main aux partis de l'opposition. Si l'opposition doute de la crédibilité de ces dialogues c'est parce qu'il y a déjà des exemples patents de non application des conclusions issues de ces rencontres antérieures: le cpdc, le cpdc rénové et j'en passe. Les problèmes togolais doivent être réglés par nous-mêmes et non par l'intermédiaire d'un médiateur. ■

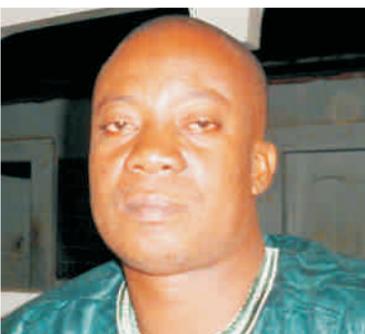
Dieudonné Korolakina Redacteur en chef magazine Arcanes



A mon humble avis, si le problème de médiateur revient au devant de la scène politique togolaise aujourd'hui, c'est parce qu'il y a une véritable crise de confiance entre les différentes tendances politiques de notre pays. Une crise de confiance doublée d'ailleurs de bonne ou de mauvaise foi, selon la tendance dans laquelle l'on se situe. En vérité, les acteurs politiques togolais dans leur majorité s'accordent à reconnaître que le dernier dialogue en date, notamment celui de 2006 qui a donné naissance à l'Accord Politique Global- avec ses recommandations très satisfaisantes pour tous, était l'un des dialogues les plus aboutis de notre histoire. Avec les récents développements

qui aident à l'émergence du Collectif Sauvons le Togo, Arc-en-ciel, etc, c'est cette opposition émergente (même si elle rassemble de vieux partis d'opposition déjà connus et des mouvements de la société civile) qui est à l'avant-garde de l'idée d'un médiateur international. Je pense qu'il revient au pouvoir, qui a les faveurs des rapports de force de faire beaucoup de concessions pour débloquer la situation. La preuve, si le pouvoir avait accédé à un certain nombre de préalables de l'opposition depuis le début des derniers remous, on ne serait même pas arrivé à l'idée d'un médiateur international, qui est toute récente. ■

TIEM Y. Victor, Administrateur général du site Togoportail.net



Le présent dialogue auquel sont conviés actuellement les différentes formations politiques du Togo, répond à la nécessité de tous les acteurs concernés de poser leurs diverses préoccupations mais qui ont des points de divergence les unes des autres. A travers ce cadre de dialogue, ces différents points de divergence auront à être débattus et discutés dans l'esprit d'obtenir un minimum de consensus; ceci pour participer à l'amélioration de la vie socio politique et économique de notre pays. En cela, l'essentiel pour la réussite d'un tel dialogue ne réside pas forcément dans l'intervention ou non d'un médiateur. Ce

qui est le plus important c'est l'esprit d'ouverture, de compromis qui doit prévaloir pour que face aux problèmes posés, des solutions idoines puissent être trouvées. Pour y parvenir, seul un dialogue franc et sincère est la condition qui convient le plus. Le plus important n'est donc pas le rôle que pourrait jouer un quelconque médiateur. Il peut y avoir un médiateur, mais si le dialogue n'est pas franc et sincère, on ne pourra jamais parvenir à des résultats escomptés et qui au mieux auront adhéré aux attentes de toutes les parties. ■



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
BRHOOM Kwamé
Dieudonné ESSOHANAM
Sémy MAREKA
Magloire A.
Wilfried Ted
Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIABLE

Adresse
Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO
Imprimerie
La Colombe
Tirage
2000 exemplaires

BODJONA inculpé par le doyen des juges d'instruction et écroué à la gendarmerie



L'inculpé, Pascal Bodjona

Après une dizaine de jours passés exceptionnellement en garde à vue et pour une médiation sollicitée en vue d'une conciliation qui s'est finalement révélée inopérante, l'ancien ministre de l'Administration Territoriale Pascal Akoussouléou BODJONA a finalement été entendu hier successivement par le 2e Substitut du Procureur de la République et le Doyen des juges d'instruction. Pendant plus de cinq heures d'horloge, l'ancien ministre a été interrogé à propos de la plainte additionnelle par laquelle l'homme d'affaire émirati Abass Al Youssef l'accuse de complicité d'escroquerie dans une affaire qui a déjà conduit depuis plus d'un

an M. AGBA Bertin en prison. Le ministre qui était pour la circonstance assisté d'un collègue de 13 avocats du barreau togolais a été inculpé et écroué à la gendarmerie nationale après que ses parents, quelques proches et sympathisants aient tenté de s'opposer, ce qui a créé une tension et contraint la sécurité à quelques tirs de gaz lacrymogène. Il est reproché au ministre d'avoir participé à cette escroquerie impliquant plusieurs membres d'un gang qui a réussi à subtiliser la faramineuse somme de 48 millions de dollars, soit environ 25 milliards de francs CFA à l'émirati Abass Al Youssef. ■

A. KILI

Tentative de politisation de l'affaire Agba Bertin le gouvernement invité à s'expliquer devant le groupe de travail international sur la détention arbitraire

L'affaire Bertin Agba et consorts continue de défrayer la chronique. Cette fois, ce sont des Associations de défense des droits de l'homme qui sont rentrées dans la danse.

Le comité contre la torture et la détention arbitraire a été en effet saisi de l'affaire Bertin Agba et a adressé une correspondance au Gouvernement togolais en relatant par le menu, les circonstances de l'arrestation du DG d'OPS et de sa détention. Ledit Comité demande au gouvernement togolais de fournir des explications sur les faits allégués.

Le gouvernement ne devrait pas avoir trop de mal à fournir les explications demandées. Il faut aussi préciser que dans cette affaire les juges ont parfois multiplié les maladroites y compris peut être la décision de mettre Agba Bertin en liberté provisoire avant même d'avoir entendu tous les témoins clefs de



Le détenu, Bertin AGBA

l'affaire. Et puisque l'instruction se poursuit, il y a sans doute des détails qui échappent au commun des mortels, mais qui une fois livrés permettraient de mieux comprendre ce qui apparaît comme une détention arbitraire. ■

BRHOOM Kwamé

Dialogue politique inter togolais Un facilitateur... et quoi encore ?

Un facilitateur ou un médiateur pour le dialogue politique togolais, c'est la nouvelle trouvaille du Collectif Sauvons le Togo qui allonge ainsi, la liste de ses revendications préalables à toute discussion entre les acteurs politiques, la société civile et le pouvoir en place. L'idée d'un facilitateur ou d'un médiateur n'est en réalité pas nouvelle pour les togolais qui gardent encore dans leurs plus profonds souvenirs les différentes tables rondes qui ont jalonné par moment, la vie socio politique du Togo, dans sa marche vers la démocratie.

L'idée d'un facilitateur circulait depuis un bout de temps. Mais elle a été remise au goût du jour par les responsables du CST lors d'une conférence de presse dimanche dernier. Au cours de cette rencontre avec la presse, le CST avait réaffirmé sa volonté de ne pas participer aux discussions politiques qui devaient démarrer le lendemain lundi sous la houlette du chef du gouvernement Ahoomey-zunu Séléagodji.

Depuis 1990 l'implication, des facilitateurs ou médiateurs dans les crises politiques togolaises a permis d'obtenir des résultats en dents de scie. La palme d'or revient sans doute à Blaise



Les responsables du CST lors d'une marche

Compaoré le Président du Faso qui a amené les protagonistes de la crise togolaise à accorder leurs violons sur l'Accord Politique Global l'APG en août 2006. Aux yeux de plusieurs observateurs, l'APG aurait pu être signé sans l'intervention du facilitateur dans la mesure où toutes les parties avaient paraphé le document à Lomé sauf l'UFC et la CDPA à l'époque. Il a fallu que les protagonistes se transportent à Ouaga pour que toutes les parties apposent leur signature au bas du document qui n'avait pas connu de modifications

substantielles.

Au-delà du coup d'éclat de 2006, toutes les médiations qui ont misé sur des facilitateurs par le passé n'ont pas abouti à grand-chose. On pourra citer en guise d'illustration, Colmar, Ouaga1, Ouaga2, avec en mémoire des médiateurs comme Bernard Stasi, Von Stulpnagel, Mustapha Niasse respectivement médiateurs de la France, de l'UE, et de l'OIF dans le Cadre du Comité Paritaire de Suivi (CPS).

Aujourd'hui des voix s'élèvent au sein d'une certaine opposition pour solliciter

la médiation d'un facilitateur pour conduire le dialogue. Et la question qui se pose est de savoir s'il est opportun de recourir aux services d'un facilitateur pour que les togolais s'accordent sur l'essentiel ? Pour l'instant cette proposition qui tient à cœur l'OBUTS de Agbéyomé Kodjo n'est pas à l'ordre du jour des discussions et le ministre de l'administration territoriale Gilbert Bawara a déclaré au sortir de la première journée de dialogue lundi dernier que les togolais depuis belles lurettes ont démontré qu'ils étaient capables de se faire confiance, de dialoguer entre eux et de parvenir à un consensus. N'est il pas peut être temps que les togolais apprennent à laver leur linge sale en famille ? Dans tous les cas plusieurs pays aujourd'hui ont des problèmes à résoudre. De la crise économique en Europe en passant par les sempiternelles crises sociopolitiques dans plusieurs pays africains chacun a d'autres chats et ceci doit amener les togolais à comprendre qu'ils ne sont pas seuls à traverser des crises et qu'il est temps que chacun se penche sur ses propres problèmes. ■

P. Fabrice

LA CPP convaincue des vertus du dialogue

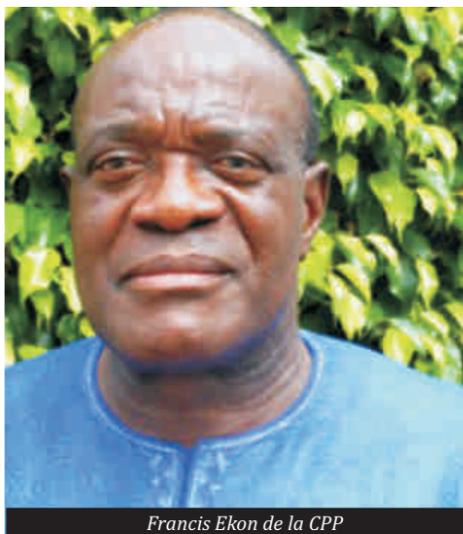
Parmi les partis politiques qui ont répondu favorablement à l'invitation du Premier Ministre pour le dialogue, on note la présence de la Convergence patriotique Panafricaine CPP. Dans une déclaration rendue publique juste après la première journée de discussion, son président Francis Ekon a rendu publique une déclaration dans laquelle il trouve que le dialogue dans le contexte socio politique actuel est incontournable. « à la CPP nous restons convaincus des vertus du dialogue qui tôt ou tard finit toujours par s'imposer à tous » déclare le premier responsable de la CPP. Il faut dire que depuis 2002 ce parti dirigé à l'époque par Edem Kodjo, a inauguré une nouvelle approche politique qui consiste à ne plus pratiquer la politique de la chaise vide et en participant à la gestion du pays. Cette démarche, avait coûté à la CPP, toutes les invectives et dénigrement de la part des autres partis de l'opposition. Mais bien d'autres partis à savoir le CAR, la CDPA, et plus tard l'UFC en 2010 expérimenteront cette démarche politique.

Voici l'intégralité de la déclaration

DECLARATION DE LA CPP

L'INCONTOURNABLE DIALOGUE

A nouveau, notre pays se trouve à un moment crucial de son histoire politique. Une nouvelle étape se présente afin de mesurer la détermination, du moins la volonté des acteurs politiques à chercher



Francis Ekon de la CPP

une solution durable à la situation d'incompréhensions qui bouscule la vie quotidienne des togolaises et des togolais.

Face à une scène politique en clair-obscur, le destin de notre pays semble se jouer entre le refus du dialogue et l'invitation au dialogue ; un jeu d'accordéon qui obère et retarde les efforts pour la réconciliation nationale et le développement de notre cher pays.

Malheureusement, l'instauration de la démocratie, le fonctionnement régulier des institutions, la croissance économique en souffrent et les populations vulnérables en payent le prix le plus cher.

Les populations sont confuses devant ce choix qui enferme dans le passé, répète

les mêmes erreurs, et rate de donner de nouvelles chances à notre pays.

L'argument brandi par certains pour s'éclipser devant le dialogue, est le nombre pléthorique déjà enregistré ; d'autres considèrent par contre que c'est très relatif.

A la CPP, nous restons convaincus des vertus du dialogue qui tôt ou tard finit toujours par s'imposer à tous.

Pour une démocratie apaisée, la CPP rappelle que la solution au problème togolais exige des acteurs politiques d'avoir une vision globale, intégrant des facteurs aussi importants que la réconciliation nationale, l'unité nationale, une justice sociale, la lutte pour une justice juste, une meilleure répartition des ressources nationales, la lutte contre l'impunité qui ne peuvent se passer du dialogue.

Ces facteurs sont les seuls à même d'éviter la déliquescence du pacte social. Eux seuls doivent nous amener à rompre avec cette conviction passéiste qui confond la recherche de compromis avec la compromission.

Si la démocratie est un système politique perfectible, l'essentiel pour les acteurs politiques n'est-il pas de donner sens au dialogue afin de pouvoir augmenter les chances de réussite de leurs revendications ? De bien faire comprendre le bien-fondé de leurs

actions et de négocier de la manière la plus convaincante possible ?

Ne perdons pas de vue que le dialogue est aussi un moteur de l'exigence démocratique. Un moyen devant développer le sens de la concertation et l'esprit d'échanges.

Le déficit de dialogue qui nous conduit à des positions désespérées comme l'appel à l'insurrection est toujours source d'incompréhensions.

Pourquoi ne pas faire confiance au dialogue, s'il demeure actuellement le plus sûr moyen d'offrir au Togo de nouvelles chances ?

Pour donner un sens à ce nouveau dialogue, ne serait-il pas souhaitable de faire un bilan exhaustif

- des conclusions et recommandations des différents dialogues sur les cinq dernières années, celles qui ont été mises en application, celles qui ne l'ont pas été, ainsi que les points en suspens qui restent à discuter ?

En tout cas, le moment ne serait-il pas venu de réexaminer courageusement le chemin parcouru ?

Lomé, le 07 septembre 2012

Le Président
Francis EKON

Les psychologues et praticiens du Togo ont désormais une association L'A2P Togo portée sur les fonds baptismaux

C'est la salle Eyadema de la CSAZOF à Lomé qui a servi de cadre la fin de la semaine passée à l'assemblée générale constitutive de l'Association des Psychologues Praticiens du Togo ceci avec le soutien financier de la compagnie électrique du Togo (CEET). Un Bureau exécutif de l'Association des Psychologues et Praticiens du Togo (A2P-TOGO) a été mis en place. Ce Bureau élu pour trois années est dirigé par KALINA kaka, psychologue praticien de la santé de son état. Une des tâches qui attendent ce nouveau bureau est de chercher dans un délai court à mettre en place le statut du psychologue praticien afin que le psychologue qui finit ses études soit reconnu comme tel et qu'il puisse jouir des avantages qui l'accompagnent. Association doit œuvrer au regroupement et au renforcement des liens entre les membres, contribuer à l'amélioration de la qualité de la

vie des populations dans les domaines de l'éducation, de la santé, du travail et autres. Et surtout l'association doit créer et promouvoir l'ordre des psychologues praticiens au Togo.

La profession du psychologue praticien n'est pas très bien connue au Togo. De plus on constate malheureusement que ce titre de psychologue praticien est usurpé bien de fois par quelques personnes qui n'ont reçu aucune formation en psychologie. L'absence d'un regroupement laisse le terrain libre à toutes les dérives. C'est toutes ces raisons qui ont amené les psychologues praticiens du Togo à se regrouper en association. Pour mieux se faire connaître, défendre leurs intérêts et permettre au peuple togolais d'être bien informé sur le rôle du psychologue praticien. Le psychologue intervient dans tous les domaines de la vie. Au



Le BE A2P

Togo actuellement il se focalise fondamentalement dans trois domaines à savoir dans le domaine de la santé, de l'éducation et du travail. Et dans chacun de ces domaines le psychologue applique les connaissances qu'il a apprises et les techniques acquises pour

essayer d'améliorer les problèmes qui se posent. Le reste du bureau se compose comme suite : Secrétariat général AKOSSOU komlan, Secrétariat général adjoint NATHATE Labkoa, Trésorerie Générale : MAMA Nambè Pabsam, Trésorerie Générale

Adjoint : KELLY Dzodzo Eli et deux commissaires aux comptes à savoir Agbenyidoh Michel premier commissaire et Gbadamassi soulejka deuxième commissaire. ■

Wilfried Ted

marche de soutien en faveur de Faure GNASSINGBE

Le Collectif des Associations pour la Conscience Civique se félicite de la grande mobilisation de la majorité silencieuse

Après le déferlement dans les rues de Lomé, le 1er Septembre 2012, d'une marée humaine estimée à plus de 500 000 militants et sympathisants de l'Union Pour la République (UNIR), les jeunes initiateurs de cette marche de soutien au Président Faure Gnassingbé réunis au sein du Collectif des Associations pour la Conscience Civique, ont dans un communiqué témoigné leur reconnaissance au Peuple Togolais dans sa majorité, jusque-là silencieuse pour sa grande mobilisation et sa participation à la grande Marche Citoyenne du samedi 1er Septembre, signe de son adhésion et de son soutien à la politique prônée par Faure Essozimna GNASSINGBE. Ce collectif porte un remerciement spécial aux femmes et aux jeunes qui constituent le centre d'intérêt prioritaire du Chef de l'Etat.

Partie de la place de la Colombe à la Place de l'Indépendance cette marée humaine de 500 000 a traversé les rues de la capitale jusqu'au Palais des Congrès dont



Marche du 1er septembre

l'esplanade était trop exigüe pour contenir les manifestants venus apporter leur total soutien au Chef de l'Etat à travers cette marche pacifique, engagée contre la violence, le vandalisme, la proclamation de la désobéissance des lois de la république et l'anarchie que veulent instaurer au Togo, les responsables du Collectif « Sauvons le Togo »

Plusieurs déclarations présentées par les responsables du Collectif des Associations pour la Conscience Civique ont laissé entendre que le peuple togolais n'est pas dupe et ne se

laissera plus tromper par des assoiffés de pouvoir qui en lieux et places des urnes, préfèrent décréter l'alternance politique par la violence dans la rue.

Après analyse de la situation socio politique actuelle du Togo, le Collectif des Associations pour la Conscience Civique a, au nom de la jeunesse togolaise, réaffirmé la fidélité de cette frange de la société togolaise au Chef de l'Etat avant de l'encourager à poursuivre sa politique de paix, de réconciliation, de développement, de modernisation de l'économie

nationale et de promotion de l'emploi. La jeunesse d'UNIR a saisi l'occasion pour inviter le peuple togolais tout entier à aller puiser au fond de son imagination, de son intelligence et de ses expériences pour s'approprier les vertus de la démocratie apaisée, participative et inclusive. Un sublime appel lui a été lancé afin qu'il s'abstienne des actes de violences, de destruction, de

pillage des biens privés et publics, voire d'atteinte à l'intégrité physique des personnes.

Par cette mobilisation du 1er Septembre 2012, c'est une majorité jusque là silencieuse qui vient donner la réplique aux éternels occupants des rues de Lomé. ■

Schmidt EZAE

COMMUNIQUE

Le Collectif des Associations pour la Conscience Civique remercie le Peuple Togolais dans sa majorité, jusque-là silencieuse pour sa grande mobilisation et sa participation à la grande Marche Citoyenne du samedi 1er Septembre, signe de son adhésion et de son soutien à la politique prônée par S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE.

Remerciement spécial aux femmes et aux jeunes qui constituent le centre d'intérêt prioritaire du Chef de l'Etat.

De la place de la Colombe à la Place de l'Indépendance, une marée humaine de 500 000 manifestants ont apporté leur total soutien au Chef de l'Etat à travers une marche pacifique, engagée contre la violence, le vandalisme, contre la proclamation de la désobéissance des lois de la république...

SOS les braqueurs reprennent du service

De la nécessité de réactiver l'opération araignée

Les bandits et les braqueurs de la capitale et des ses environs ont repris du service depuis peu. Les braquages et les pickpockets se multiplient depuis un temps et la peur a commencé par s'emparer des Loméens. A l'approche des fêtes de fins d'année, les actes de banditismes se multiplient partout au Togo. Comme à chaque fois, les auteurs de ces actes s'acharnent contre de paisibles citoyens. Au cours de ces dernières semaines, les braqueurs et les pickpockets adoptent de nouveaux modes opératoires et font la misère aux détenteurs des engins motorisés et des citoyens jugés nantis.

Il y a juste une semaine, un Zémidjan a été violemment attaqué par une bande de trois braqueurs qui avaient joué aux clients. Le jeune conducteur de taxi-moto qui loge dans le quartier Houtigomé était sorti de chez lui à 5 heures du matin pour faire ses affaires.

Une fois sur la rue Blitta au niveau de Novissi, il trouve deux jeunes qui cherchent des Zémidjan. Au même moment un second Zémidjan arrive pour se joindre à lui. Alors il se dit en sécurité avec son second qui dit connaître le lieu où vont ces jeunes. Jusque-là, il ignorait que les deux jeunes et son camarade Zémidjan constituent une bande de braqueurs qui cherchent à faire une autre victime ce matin là. C'est alors qu'on l'a amené dans un coin un peu perdu dans les parages de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma. Au lieu d'être payé une fois à destination, ce conducteur a été tout simplement encerclé et s'est vu asséner des coups de barre de fer. Il n'a eu la vie sauve que grâce à des passants qui l'ont retrouvé totalement à l'agonie.

Ce mode opératoire n'est qu'un parmi tant d'autres qui sont actuellement déployés dans les différents quartiers de



Col. Yark, Ministre de la sécurité

la capitale et de sa banlieue. Depuis quelque temps, on assiste à la recrudescence des braquages. Ces

bandits qui ont repris du service semblent mener leurs basses besognes sans obstacle et font la terreur les nuits dans certains quartiers. Cette situation doit interpellier les autorités en charge de la sécurité notamment le ministre de la sécurité et de la protection civile, la Gendarmerie et la Police. Au temps du ministre Atcha Titikpina, ces actes de banditisme avaient considérablement baissé à la faveur de l'opération dénommée « araignée ». Les braquages et les autres actes de banditisme avaient repris une fois que l'opération avait été stoppée par les autorités togolaises. Au vue de la recrudescence de ces actes qui sèment la terreur dans les quartiers de Lomé et de sa périphérie, il y a lieu de penser à une solution pour arrêter les braqueurs dans leur élan et la réactivation de l'Opération araignée pourrait contribuer à la sécurité des citoyens. ■

BHROOM Kwamé

Société :

Il se passe des choses sous la paillote de Véronica

C'est une histoire comme toutes les autres, apparemment normale avec cette belle dame, une vaillante brasseur de « Tchakpalo », la boisson locale à base de sorgho originaire de la région des Savanes. Après une formation de coiffeuse qui n'a permis qu'elle s'installe au final dans un de ces jolis salons de coiffure dont elle a toujours rêvé, Véronica s'est retrouvée entre les feux géants des marmites et la paillote qui deux fois par semaines accueille une clientèle hétéroclite, pour de longues et interminables heures de dégustations, de commérages et autres plaisanteries. Tous les mercredis, samedis et dimanches s'animait en réalité un vrai club chez Véronica. Hommes, femmes, jeunes et adolescents s'offraient des moments mémorables chez Véronica. Son enseigne était une référence dans ce quartier Nord Ouest de Lomé. La paillote de cette ex coiffeuse prématurément retraitée pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons sans doute dans ce récit, était un lieu d'exhibition et de rendez-vous. Plusieurs de ses clientes et amies venaient en permanence lui tenir compagnie, consommer ou plutôt se faire offrir une ou deux calebasses de cette boisson traditionnelle. Comme dirait l'autre le « Tchakpalo » est comme le bon sens et donc est l'une des choses les mieux partagées au monde, du moins dans le cercle de ses consommateurs. Sous la paillote, presque la moitié des personnes qui s'y trouvaient, n'étaient pas en réalité des payeurs. Ils sont des invités pour la plupart, des saprophytes pour les autres ou des mendiants stratégiques pour une autre catégorie qui se faisait moins permanente et qui ne s'approchait de la paillote qu'à la vue d'un aîné ou d'un ami ou d'un voisin réputé pour sa disponibilité à offrir. La

boisson c'est exactement comme la cigarette, vous trouverez toujours quelqu'un sur votre route pour étancher votre soif. La belle coiffeuse du haut de ses quarante ans et de son statut de célibataire endurcie jouait un grand rôle dans les diverses tractations qui ont cours sous sa paillote. Non seulement, elle savait retenir un bon buveur en lui accordant du crédit, mais elle savait retenir l'autre client insolvable à qui elle ne voulait plus accorder du crédit mais sur qui elle compte pour épuiser les pots géants de « Tchakpalo » qui se succédaient sous la paillote. Si Véronica savait demander à un des ses clients d'offrir à boire à un autre, elle savait également attirer sur elle l'intérêt de la plupart de ses clients qui a un moment de leur avancée vers la demeure de Maître Bacchus (le dieu des buveurs) laissaient fatalement voir qu'ils n'étaient pas là uniquement pour la bonne qualité du « Tchakpalo » de Véronica mais également pour ses beaux yeux, ses cheveux toujours bien soignés et son corps de rêve qui ont failli coûter le vie à plusieurs foyer dans la petite ville. Véronica n'était pas beaucoup aimée des dames de son quartier qui la considéraient, sans vouloir montrer leur impuissance, comme la source d'une certaine hémorragie financière de leurs maris. Certes, il faut le dire, la plupart des clients de la paillote n'étaient pas de hauts cadres ou de riches entrepreneurs. A quelques exceptions près, ils étaient tous de modestes consommateurs, fiers de leur tradition et de cette boisson dont le prix abordable contrastait avec les vertus qu'on lui prête.

Il est 16 heures ce samedi et chez Véronica il y a de la musique moderne, quelques jeunes filles légèrement habillées s'offraient le plaisir de

quelques pas de danses. Les jeunes hommes les épiaient d'un regard forcément envieux. Les aînés, eux souriaient, amusés devant cette génération plus ouverte et libertine. Les choses se passaient en famille et les meilleurs danseurs se faisaient récompenser par des offres de calebasses de « Tchakpalo » pas forcément désintéressées. Alcool aidant, les hommes sont souvent sensibles aux charmes féminins et les stratégies pour se faire remarquer et concrétiser ses chances de succès sont légion sous la paillote. Cet après midi c'est un ancien employé des Chemins de Fer du Togo reconverti dans la vente du ciment, qui fait le show. Il offre à boire à tout ce qui bouge. Lui consommait avec une certaine classe et élégance, un chapeau de cowboy sur la tête et des lunettes violettes sur les yeux. Monsieur Jacques S. était là pour Véronica, mais il voulait plaire à un maximum de filles et parmi la dizaine qui alimentaient les envies et les débats de ce samedi, il ne trouva que deux à son goût. L'une en face de lui était assise, sans doute un charmant appât posé à cette place par Véronica pour attirer et conserver sa clientèle et l'autre sur la piste de danse de fortune qui libérait pratiquement à chaque pas et geste une partie de sa poitrine. Gros et ferme, le balcon de Sirina contenait du beau monde. Elle avait à peine 18 ans, mais déjà abonné à la boisson locale depuis plus de trois ans déjà. Après un parcours scolaire vite raccourci par ses parents adoptifs, elle avait été inscrite à la haute couture avant de quitter finalement l'atelier parce que le contrat n'avait jamais pu être signé depuis près d'un an. Sirina a dû donc revenir à la maison pour s'occuper des travaux domestiques en attendant que son grand



frère qui a promis envoyer de l'argent pour le contrat le fasse effectivement. En attendant tout cela, elle pouvait boire du « Tchakpalo » et danser sur les sonorités ivoiriennes et cool caché.

Sous la paillote de Véronica, il y avait aussi le vieux, Monsieur Tom qui venait s'amuser et à qui sa femme venait toujours couper l'appétit au bon moment. Il était 16 heures 15 et la jeune femme du vieux Tom n'était pas encore là pour l'extraire des griffes de Véronica. Plusieurs fois, elle avait personnellement demandé à la tenancière de la paillote de ne pas servir plus de deux calebasses de boisson à son vieux mari sinon elle porterait l'entière responsabilité de ce qui lui arriverait un jour.

Le vieux Tom profitait de l'ambiance de la paillote quand soudain un des clients s'écria : « Papa Tom, ta sorcière de femme arrive ». Le vieux arrêta la gorgée suivante pour se nettoyer le visage à la main avant de saisir un chewing gum de sa poche qu'il enfouit rapidement dans sa bouche. Il se passe des choses sous la paillote de Véronica. ■

A suivre dans LE LIBERAL 90
Le Briscard

21 ème session du Conseil des droits de l'homme L'épouvantail de la CPI est brandi contre le régime syrien

La 21ème session du Conseil des droits de l'homme s'est ouverte depuis lundi à Genève avec la situation des droits de l'homme en Syrie qui reçoit une mention spéciale. Dans ce conflit les institutions multilatérales de défense des droits de l'homme ont depuis longtemps pris fait et cause pour l'opposition syrienne, fidèles à leur tradition qui veut qu'elles ne protègent que les plus faibles. C'est ainsi que sous le patronage de Navy Pillay, haut commissaire

aux droits de l'homme et Laura Dupuy Lasserre, présidente du Conseil des droits de l'homme, un évènement parallèle aux travaux en Conseil, été organisé qui a permis aux défenseurs des droits de l'homme, journalistes et bloggeurs syriens en exil de livrer des témoignages sur la violation des droits de l'homme en Syrie en tirant la sonnette d'alarme.

Des violations des droits de l'homme qui ont été relayées par les puissances occidentales au

cours des travaux du conseil en appelant à ce que la Cour Pénale Internationale engage une procédure contre les Autorités syriennes.

Il faut dire que l'évocation de la CPI a alimenté un vif débat entre les délégations des puissances occidentales et la délégation syrienne dont les termes assez véhéments étaient éloignés de la langue diplomatique.

On se demande s'il est opportun d'évoquer l'épouvantail de la Cour Pénale Internationale au moment où tout le monde

s'accorder à dire que la solution du conflit est politique.

Elle ne peut que jeter de l'huile sur le feu au moment où Lakdhar Brahmi, le médiateur désigné s'appête à rentrer en action.

Il est très facile de demander que la justice soit rendue, mais c'est une épée de Damoclès qui peut entraîner un certain durcissement du côté de Damas. La peur des géôles peut obliger à ne pas faire des concessions nécessaires de part et d'autres dans la résolution du conflit. ■

Dieudonné E.





Promo illico Vacances

jusqu'au
29 Septembre 2012

le fixe sans fil
illico



Pack illico Classic

- 1 téléphone illico S-165**
- + 1 carte SIM
- + 500 F de crédit de communication

Téléphone illico CLASSIC
seul à 9 000 F CFA

9 975 F CFA

Torche - Radio FM - Forte autonomie

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Eglise d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien Immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

À ma banque je m'assure



Partenariat avec les compagnies d'assurances

Pour tous les types d'assurances

Auto - Moto - Garantie Protection Familiale - Vie - Santé - Maisons- Magasins - Import - Export - Garantie Homme Clé - Parcs automobiles - Etablissements scolaires - Centres hospitaliers...

Pour tout le monde

Particuliers - Entreprises - Clients UTB - Non clients

Nos conditions

Crédit ou cash selon vos besoins

Faible taux d'intérêt particulièrement attractif

Durée de remboursement négociable (ordinairement de 6 mois)

Contrat d'assurance délivré immédiatement dans nos agences

Crédit non clients: Délai de délivrance du contrat d'assurance en 72 heures

Des conditions particulières sont offertes aux entreprises et professions libérales.

 **union togolaise de banque**
Votre satisfaction fait notre réputation

Bvd. du 13 Janvier Nyékonakpoè Tél : 22 23 43 00 /01 / 22 23 44 00 Fax: 22 21 22 06 utb.tg utbsdg@utb.tg